Interview de Ludivine Bantigny

Interview de l'historienne Ludivine Bantigny (auteure de "1968. De grands soirs en petits matins") pour la Sozialistische Zeitung, publié en allemand ici : http://www.sozonline.de/2018/05/ohne-die-cgt-haette-68-in-frankreich-nicht-dieselbe-bedeutung-erlangt/

Ludivine, lors de tes séjours en Allemagne, quelles différences as-tu remarquées entre la mémoire de 68 en France et en Allemagne ?

Les occupations d'entreprises n'ont pas eu lieu en Allemagne, le niveau de lutte de classe et d'organisation de classe était plus faible. La mémoire est donc très dissociée entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier. Paradoxalement, les militant-e-s allemand-e-s étaient souvent plus avancé-e-s sur le plan programmatique et stratégique.

La composition du mouvement social en Allemagne était-elle donc limitée aux étudiant-e-s ?

Il y a eu des tentatives de convergence, des manifestations communes avec le mouvement ouvrier. Mais 68 en France, sans la CGT, n'aurait pas eu la même signification. En Allemagne, il n'y a pas l'équivalent du PCF ou du PCI.

Une des nouveautés dans ton livre est de souligner la diversité du mouvement en France…

En effet, c'est un contre-sens historique de rabattre Mai 68 sur le mouvement étudiant. Le mouvement commence bien plus tôt avec des grèves ouvrières, des expériences d'occupation et d'auto-gestion. C'est suivi par des mobilisations paysannes, avec aussi des alliances ouvriers-paysans-étudiants, par exemple en Bretagne ou en Normandie. On ne peut comprendre ce qui se passe à Nanterre ou dans le Quartier Latin qu'à l'aune de tout ça. D'ailleurs, les étudiants qui se mobilisent au début du mois de Mai parlent tout le temps de Caen, de Besançon, de Redon, de Quimper…

Et d'autre part, dans les événements du Quartier latin, des prolétaires se lancent très tôt dans le mouvement et les affrontements : des ouvriers, des employés, des garçons de café, etc. Dès le début, les étudiants, qui viennent le plus souvent de milieux favorisés, ont le projet de se mettre en lien avec les travailleurs. Ils se tournent tout de suite vers le monde ouvrier, mais sans fétichisme.

Justement, le mouvement se déclenche plus tôt en Allemagne qu'en France. Quelle influence exerce-t-il donc ?

J'ai essayé de voir comment s'opère la dimension transnationale. Des militants du SDS viennent à Nanterre et à Paris avant Mai. Il y a des liens entre différentes organisations, qu'elles soient libertaires, anarchistes, trotskistes, marxistes-léninistes… Il y a des débats, des réunions publiques avec des militants ouest-allemands. On apprend de ce qui se fait en Allemagne, Cohn-Bendit dit explicitement dans les médias français qu'il faut s'en inspirer. Les militants français qui vont en Allemagne en février reviennent épatés par la qualité de l'organisation et l'internationalisme des meetings. L'exemple allemand joue un rôle fondamental pour l'internationalisme du mouvement étudiant français, tandis que, sous l'influence du PCF, le mouvement ouvrier reste beaucoup moins internationaliste. George Marchais appelle Cohn-Bendit « l'anarchiste allemand » ! Non seulement il est anarchiste, mais en plus il est allemand…

Est-ce qu'il y a eu en Mai des réflexions pour coordonner la grève à l'échelle internationale ?

Non. Le paradoxe, c'est que l'internationalisme est très présent dans les semaines qui précèdent Mai 68, notamment avec le thème du Vietnam (on le voit bien dans les archives internes du Secrétariat unifié). Au Japon et en Australie, les dockers refusent de charger et décharger ce qui a à faire avec la guerre du Vietnam : c'est l'internationalisme avec les armes du mouvement ouvrier. Mais à partir du moment où la grève commence en France, c'est comme si les militants n'avaient plus le temps de déployer leur internationalisme, par exemple sur le Vietnam. Cela dit, des militants et des dirigeants se déplacent selon l'évolution de la situation. Par exemple *Black Dwarf*, le journal dirigé par Tariq Ali, était basé à Londres, mais il était allé au Vietnam, au Pakistan ; en Mai, il titre sur la grève générale en France, et Tariq Ali rencontre Cohn-Bendit, Alain Krivine etc.

Alors, est-ce qu'il y a des appels à la grève internationale partant de France ?

Ta question me fait penser à ce qui se passe pendant la Commune de Paris, l'appel à faire d'autres Communes. En 68, ce n'est pas un appel, mais un constat que ça se passe partout, qu'on n'est pas isolés. Prague, Tokyo, Berkeley, Milan… Le SU analyse très bien que les capitalistes sont mis à mal, qu'il y a des brèches, un retournement de conjoncture avec une compétition exacerbée par le libre-échange. L'impérialisme nord-américain est affaibli, l'URSS est mise à mal, bref la situation est ouverte et tout est possible.

À propos des analyses de ce courant du trotskisme, que retenir des analyses d'Ernest Mandel ?

Il avait une grande finesse, une connaissance très poussée de la situation internationale. Il y a vraiment une singularité de l'analyse de Marcuse d'une part, du

SU d'autre part, qui sont ouverts aux particularités de la situation, par exemple sur le rôle des étudiants comme possible étincelle révolutionnaire, sur leur autonomie par rapport à la bourgeoisie. C'est diamétralement opposé aux maoïstes, qui n'en ont rien à faire des étudiants.

On a beaucoup parlé de la RFA, mais quel est le rôle de la RDA ?

La RDA n'apparaît pas, ce qui apparaît plus c'est la Tchécoslovaquie, et plus encore la Pologne. Il y a une « lettre ouverte au PC polonais » de communistes révolutionnaires, qui critique la bureaucratisation et l'ensemble du système en place. Cette lettre circule en traduction, notamment par les militant-e-s d'origine juive polonaise, et on la retrouve dans la Sorbonne occupée. Là encore, le SU joue un rôle important dans la diffusion de cette expérience. Cohn-Bendit, quand il passe en conseil de discipline à Nanterre, donne pour identité Kuro-Modzelewski (le nom des deux militants polonais).

Que revendiquent les principales organisations ?

On peut distinguer trois blocs. La CGT, sans laquelle, comme pour la CFDT, il n'y aurait pas eu Mai 68, met en avant deux choses : des revendications matérielles (augmentations de salaire, diminution du temps de travail et des cadences, contre les licenciements et les fermetures, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise) et la revendication politique du gouvernement populaire (union de la gauche avec programme réformiste keynésien, augmentation des salaires, nationalisations). Jamais le PCF ne parle de révolution ni de communisme, mais de la « voie française vers le socialisme » – par les élections, le programme commun et l'union de la gauche.

La CFDT de l'époque est un syndicat très politique, proche du PSU. Elle reprend ces revendications mais pose aussi la question du pouvoir, notamment dans les entreprises – pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant, autogestion.

Les organisations révolutionnaires mettent en avant un programme de transition. On occupe les entreprises, la situation est objectivement révolutionnaire, elles posent donc la question du système de production et développent des revendications qui contredisent le pouvoir patronal : ouverture des livres de comptes, levée du secret bancaire, véto ouvrier.

Quel est l'héritage de Mai 68 ?

Cet héritage a plusieurs strates. Il y a des interprétations extrêmement divergentes des acquis de la lutte, parce que les organisations avaient des orientations très différentes. La CGT a cherché à en finir avec la grève générale le plus vite possible et par tous les moyens : négociations à Grenelle en abandonnant la plupart des revendications et toute perspective de changement structurel (d'où ne sortent que les augmentations salariales et la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise). Dès que de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, toute priorité est donnée à la stratégie

électorale, il ne faudrait pas que des « gauchistes » encombrent la « voie française vers le socialisme ». Quand deux ouvriers et un étudiant sont tués les 11-12 juin, la CGT se contente d'appeler à une heure de débrayage sans même faire circuler l'info… De l'extrême-gauche à la droite conservatrice, tout le monde comprend le rôle du PCF comme allié objectif du régime gaullien.

N'y a-t-il rien de positif à en tirer ?

L'autre héritage, ce sont les mouvements sociaux qui émergent après 68, souvent sur des questions, comme l'écologie, peu prises en charge sur le moment. Par exemple, le féminisme avec le MFA (Masculin Féminin Avenir, renommé Féminisme Marxisme Action), puis le MLF, alors que les femmes étaient très actives, mais souvent invisibilisées ou cantonnées à des rôles subalternes dans le mouvement de Mai. Ou encore sur la libération sexuelle, avec le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, mais aussi la diffusion des textes de Wilhelm Reich… Le paradoxe du mouvement de 68 en France, c'est qu'il reproduit des formes de domination masculine en bien des endroits, et que la prise de conscience vient après – alors qu'aux USA, par exemple, la conscience féministe est d'emblée très forte. C'est suite à l'expérience de Mai que le mouvement féministe en France adopte la non-mixité comme mode d'organisation ponctuel pour renforcer l'apprentissage et la prise de parole.

Peut-on dire la même chose pour l'antiracisme ?

Oui, d'ailleurs les travailleurs étrangers qui participent au mouvement décident parfois de s'auto-organiser. Par exemple à l'usine Renault de Billancourt, les algériens s'auto-organisent pour revendiquer l'égalité salariale et la fin des discriminations. La CGT refuse de soutenir cette plateforme. Elle se contente de diffuser des tracts multilingues, mais n'intègre pas les revendications antiracistes. La répression aussi frappe plus fortement les étrangers – mais la solidarité n'est pas prise en charge par le PCF, qui ne se mobilise pas en juin contre les expulsions.

Alors, en conclusion, « pas de révolution sans parti révolutionnaire » ?

(rires) Les organisations révolutionnaires ont joué un rôle sans commune mesure avec leur force numérique. Elles ont aussi posé des questions stratégiques qui nous manquent beaucoup aujourd'hui ; par exemple, les dirigeants des JCR, comme Krivine ou Bensaïd, ainsi que le dissident de la CGT André Barjonet, posent la question de comment fédérer les milliers de comités de grève. Cohn-Bendit s'oppose à cette tentative de « centralisation ». À cette époque, les militants ont un véritable programme de transition révolutionnaire, ajusté à la situation, formulé à partir de la lutte elle-même. Aujourd'hui, ce serait bien que nos organisations se remettent à ce niveau programmatique et stratégique. Et sur l'anti-impérialisme en particulier, il faudrait cesser la confusion qui conduit parfois à soutenir les interventions impérialistes. Il faut remettre au goût du jour l'aspiration révolutionnaire en assumant un projet de société communiste.

, le 4 mai 2018